

Solidarité avec la population grecque

Aucune entreprise française ne doit acheter les services publics grecs

La population grecque refuse l'austérité

15 juin en Grèce : troisième jour de grève générale de l'année et chaîne humaine autour du parlement organisée par les « indignés », après trois semaines de succès du rassemblement chaque soir devant le parlement, pour protester contre le nouveau plan de rigueur. La grève générale a paralysé le pays, des dizaines de milliers de manifestant-e-s se sont vus refuser les abords du parlement par 15 000 policiers n'hésitant pas à utiliser gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes.

Prendre aux nombreux pauvres pour donner aux quelques riches

Nous en sommes là à cause de la politique européenne de cadeaux aux plus riches.

Avant la crise, l'augmentation des déficits publics était avant tout la conséquence de la contre-réforme fiscale menée depuis environ un quart de siècle : baisse de la fiscalité des entreprises (principalement des plus grandes), niches fiscales pour réduire encore plus les taux théoriques, chute de 65% en 1982 à 40% depuis 2007 du taux de la tranche la plus élevée de l'impôt sur le revenu en France.

Avec la crise, les Etats ont sauvé les banques, et maintenant les populations doivent payer les Etats qui vont payer les banques encore une fois.

Halte à la spéculation européenne

La crise de la dette publique a éclaté en Europe car les choix de construction de l'UE l'ont placée sous la coupe des institutions financières. Les traités européens interdisent à la Banque centrale européenne de financer les déficits publics. Les Etats doivent emprunter sur les marchés financiers. La Grèce doit maintenant emprunter à un taux à dix ans qui vient de dépasser les 17% car sa note a perdu 3 crans et pourrait baisser au-delà... et les banques prêteuses se refinancent à seulement 1 % auprès de la BCE. Beau bénéfice sur le dos d'un pays plongé dans l'austérité ! Par ricochet, les notes vont baisser pour les banques françaises BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole.

Une autre politique est possible

L'argent public manque. La crise de la dette publique qui a touché la Grèce, puis l'Irlande n'épargnera probablement pas d'autres pays, d'autant plus que les politiques d'austérité ne permettront pas de réduire les déficits, si elles ne s'accompagnent pas d'une hausse des recettes en taxant les plus riches.

Pas touche aux biens du peuple grec !

Les richesses doivent mieux se répartir, notamment par une fiscalité plus juste. Dans l'immédiat, personne ne doit aider à dépecer la Grèce. Les services publics permettent d'assurer à la population un grand nombre de droits fondamentaux en Grèce comme ailleurs, et constituent un rempart contre la misère. Après les banques étrangères qui se remboursent sur le dos de la Grèce, les grandes entreprises étrangères vont être sollicitées pour racheter les services publics. Aucune entreprise française ne doit racheter les services publics grecs. Les syndicats de l'union syndicale Solidaires s'y opposeront avec la plus grande énergie.

Contact presse
Patrice Perret
06 25 94 78 00